



**HAL**  
open science

## Les effets de quartier mis en contexte : à propos de la sociabilité locale dans les centres de deux petites villes françaises

Joanie Cayouette-Remblière, Eric Charmes, Josette Debroux

### ► To cite this version:

Joanie Cayouette-Remblière, Eric Charmes, Josette Debroux. Les effets de quartier mis en contexte : à propos de la sociabilité locale dans les centres de deux petites villes françaises. *Géographie, économie, société*, 2024, 26, pp.493-524. 10.1684/ges.2024.24 . hal-04843989

**HAL Id: hal-04843989**

**<https://hal.science/hal-04843989v1>**

Submitted on 17 Dec 2024

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Les effets de quartier mis en contexte : à propos de la sociabilité locale dans les centres de deux petites villes françaises

## Auteurs

Joanie Cayouette-Remblière, INED, 9 cours des Humanités, 93300 Aubervilliers, [joanie.cayouette-rembliere@ined.fr](mailto:joanie.cayouette-rembliere@ined.fr)

Eric Charmes, UMR EVS, ENTPE, 3 rue Maurice Audin, 69120 Vaulx-en-Velin, [eric.charmes@entpe.fr](mailto:eric.charmes@entpe.fr)

Josette Debroux, Centre Max Weber, Université Lyon 2, 5 avenue Pierre Mendès-France, Bât. H, 69696 Bron cedex, [Josette.Debroux@univ-lyon2.fr](mailto:Josette.Debroux@univ-lyon2.fr)

## Résumé

Cet article discute des effets de quartier dans la formation des relations sociales locales. Il s'appuie sur les résultats de la première enquête statistique sur les relations de voisinage réalisée en France depuis 1983, l'enquête *Mon quartier, mes voisins* (MQMV), menée en 2018 et 2019. Cette enquête montre qu'après la classe sociale, le lieu de résidence est le second déterminant de l'intensité et des formes que prennent les liens sociaux de proximité. Après une discussion en première partie du positionnement théorique retenu, et notamment du choix d'articuler les approches anglophones des effets de quartier avec les approches françaises des effets contextuels, la deuxième partie de l'article présente les grandes caractéristiques des relations de voisinage pour les sept types de contextes sociospatiaux étudiés dans l'enquête MQMV. Dans les deux parties suivantes, l'article prend l'exemple des centres populaires et dégradés de deux petites villes périurbaines (Montereau-Fault-Yonne et La Tour-du-Pin, qui se trouvent respectivement en limite des aires d'attraction de Paris et de Lyon). Ces deux cas permettent de souligner l'importance des trajectoires résidentielles. Les spécificités des

relations de voisinage dans les centres de Montereau et de La Tour-du-Pin, marquées par des liens rares et des mises à distance, résultent en effet avant tout de l'attrait de ces deux centres auprès de populations particulières. Ces populations ont des pratiques spécifiques qui non seulement pèsent sur le tableau d'ensemble des relations sociales locales, mais qui aussi créent un contexte qui lui-même influe sur les relations de voisinage des autres populations.

## Introduction

Parmi les liens sociaux qui assurent « protection et reconnaissance », contribuant à l'intégration sociale (Paugam, 2014), les relations entretenues entre celles et ceux qui partagent un lieu de résidence n'ont pas disparu. Ces liens continuent de compter malgré l'augmentation des mobilités (résidentielles et quotidiennes) et l'usage croissant de nouvelles technologies de communication. Telle est l'une des conclusions de l'enquête *Mon quartier, mes voisins* (MQMV), réalisée par l'Ined et le Centre Max Weber en 2018 et 2019 et sur laquelle s'appuie ce texte (Authier and Cayouette-Remblière, 2021; 2024). Aujourd'hui, les relations entretenues avec les voisins sont en moyenne aussi fréquentes qu'en 1983, date de la dernière enquête quantitative sur le sujet (Héran, 1987). En 2018, ce sont trois habitants sur quatre qui ont été invités au domicile d'un voisin de leur immeuble ou de leur quartier au cours de la dernière année. Et les relations de voisinage ne se limitent pas à une simple convivialité : 24 % des habitants des quartiers étudiés ont discuté d'opportunités d'emploi dans leur quartier (8 % des personnes en emploi déclarent avoir trouvé leur emploi actuel par ce biais) ; et 23 % déclarent également qu'en cas de problèmes financiers, ils pourraient compter sur un habitant de leur quartier.

Les ressources apportées par les liens de voisinage se révèlent cependant inégalement accessibles. Si les relations dans l'espace social local varient en fonction du sexe, de l'âge, des caractéristiques familiales et de l'origine migratoire, l'enquête MQMV confirme le constat de François Héran (1988) : l'intensité et la forme des relations entretenues dépendent avant tout de la classe sociale. La probabilité d'être en retrait de toutes relations sociales locales évolue par exemple de 21 % pour les ouvriers non qualifiés à 1 % pour les cadres à dominante culturelle<sup>1</sup>, suivant une dynamique inégalitaire régulièrement observée dans les enquêtes quantitatives françaises (Paradeise, 1980; Héran,

---

<sup>1</sup> Sont inclus dans cette catégorie les cadres de la fonction publique, enseignants et professions scientifiques ainsi que les professions de l'information, des arts et des spectacles.

1987; Grafmeyer, 2001; Herpin and Dechaux, 2004) et qui se retrouve dans d'autres contextes nationaux (Campbell and Lee, 1992; Henning and Lieberg, 1996; Guest et al., 2006).

Après la classe sociale, le lieu de résidence apparaît comme le second déterminant de l'intensité et des formes que prennent les liens sociaux de proximité. Pour rendre compte de ce principe de différenciation, deux perspectives s'opposent : l'une française, centrée sur les effets contextuels et l'autre, anglophone, centrée sur les effets de quartiers. Cet article propose de dépasser cette opposition pour articuler ces deux perspectives. Il s'appuie pour cela sur la double dimension quantitative et qualitative de l'enquête MQMV et porte une attention particulière à l'un des sept contextes sociorésidentiels étudiés, celui des centres des petites villes en marge des aires urbaines.

La première partie de l'article présente le cadre théorique, les terrains retenus ainsi que les données et la méthodologie d'enquête. La seconde partie offre un panorama d'ensemble des variations dans les manières de voisiner selon les contextes sociospatiaux, et explicite les spécificités des centres de petites villes en marge des aires urbaines. Elle distingue pour ce faire les effets de quartier des effets de composition sociodémographique. La partie suivante se concentre sur le rôle des trajectoires résidentielles, dans le sillage de travaux qui considèrent que l'effet de quartier est « toujours en même temps, peu ou prou, un effet de sélection préalable » (Grafmeyer, cité par Authier, 2007, p.211). La spécificité du peuplement n'épuise cependant pas l'ampleur de la différence observée entre les habitants des centres de petites villes et ceux des autres quartiers de l'enquête. La quatrième et dernière partie se penche ainsi sur les effets propres aux dynamiques du contexte local.

## **1. Contexte théorique et empirique**

### **1.1 Effets contextuels et effets de quartier**

La sociologie française est marquée par une attention particulière aux contextes locaux dans toutes leurs épaisseurs sociales et historiques (perspective que nous nommons « effets contextuels ») ; elle propose des outils pour analyser en quoi les spécificités de certains lieux produisent des effets sur ceux qui y vivent, tant en termes de ressources accessibles que de socialisation (Collectif, 1986; Authier,

2012; Cayouette-Remblière, Lion and Rivière, 2019). Ces travaux accordent un poids important à l'étude des variations des rapports au quartier et des manières de cohabiter (Authier, 2007; 2008). Ils comparent les formes de la sociabilité d'individus socialement proches mais résidant dans des quartiers différents (Bidou-Zachariassen, 1997; Authier, 2001), s'intéressent aux effets du changement de quartier sur les formes et l'intensité des relations de proximité (Bidart, 1997), ou montrent, à partir d'analyses ethnographiques, que certains « milieux » présentent des formes de sociabilité qui leur sont propres (Bidou, 1984; Cartier et al., 2008). Si nombre de recherches traitant des contextes locaux soulignent alors l'influence des trajectoires résidentielles des habitants sur les relations dans l'espace de résidence (Chamboredon and Lemaire, 1970; Bidart, 1997; Authier, 2001), elles se concentrent davantage sur la variabilité des trajectoires et manières d'investir les lieux entre habitants d'un même quartier (e.g. Chamboredon et Lemaire comparent les trajectoires des différentes classes sociales qui aboutissent dans un grand ensemble) que sur des comparaisons entre quartiers. Autrement dit, si ces travaux montrent que les propriétés du quartier (morphologie, localisation, équipements, réputation...), son histoire et son peuplement (les caractéristiques sociales des habitants, leur répartition dans l'espace) sont susceptibles de peser sur les sociabilités, les comparaisons termes à termes entre quartiers restent rares. Par conséquent, ces travaux peinent à monter en généralité, et les analyses d'effets contextuels courent toujours le risque de la réduction monographique.

De son côté, la sociologie anglophone s'intéresse plutôt aux différences entre contextes résidentiels en quantifiant le rôle des quartiers dans des modèles statistiques contrôlant les caractéristiques individuelles de la population (perspective que nous nommons « effets de quartier ») ; elle cherche ainsi le plus souvent à rendre compte des conséquences négatives sur les destins sociaux du fait d'habiter dans un quartier pauvre (Ellen and Turner, 1997; Sampson, Morenoff and Gannon-Rowley, 2002; Sampson, 2012; Vandecasteele and Fasang, 2021). Cette perspective, qui s'est imposée dans la sociologie anglophone, bénéficie d'une force de démonstration qui doit beaucoup à la taille des bases de données mobilisées et à la puissance des modèles statistiques. Aux premières études quantifiant les effets nets des contextes résidentiels sur les destins sociaux des individus, s'ajoutent aujourd'hui

des analyses plus complexes, prenant en compte par exemple les modalités variées d'appropriation de l'espace (Vandecasteele and Fasang, 2021), les définitions mouvantes du quartier (Robitaille et al., 2011; Petrović, van Ham and Manley, 2022) ou encore le nombre d'années passées dans le contexte résidentiel (Lecoursonnais and McAvay, 2022).

Malgré ces évolutions, les travaux inscrits dans la perspective des effets de quartier conservent au moins cinq limites. D'abord, ils se concentrent généralement sur l'effet de la concentration de la pauvreté (Massey and Denton, 1994), laissant dans l'ombre les effets des autres caractéristiques des quartiers, qui peuvent tout autant renvoyer à l'hétérogénéité de la population (Putnam, 2006; Cayouette-Remblière, 2020), aux histoires politiques (Bacqué and Fol, 1997; Guérait, 2023), ou encore à la morphologie et la plus ou moins grande centralité urbaine (Collet, 2015; Vermeersch et al., 2018). Ensuite, ces travaux se centrent sur les effets négatifs de la vie dans les quartiers populaires, souvent considérés comme des « ghettos » : augmentation de la délinquance (Sampson, 2012), des risques d'échec scolaire (Maurin, 2004; Nieuwenhuis, Kleinepier and van Ham, 2021; Lecoursonnais and McAvay, 2022), difficultés à retrouver un emploi (Bunel, Petit and L'Horty, 2015; Vandecasteele and Fasang, 2021), repli sur soi (Putnam, 2006)... De ce fait, ils sont imprégnés d'une forte dimension idéologique (Bacqué and Fol, 2007) et ignorent les ressources dont disposent par ailleurs les quartiers populaires (Bacqué, 2016)<sup>2</sup>. En outre, ces recherches tendent à imputer à la vie dans un quartier pauvre des effets liés à des discriminations subies ailleurs (Slater, 2021), certaines allant jusqu'à défendre l'idée d'une « culture locale » susceptible, dans le cas des quartiers populaires, de faire obstacle à l'intégration sociale (Gilbert, 2011). Enfin, la dernière critique récurrente concerne la difficile prise en considération des parcours résidentiels dans les effets de quartiers (Hedman and van Ham, 2011). Or, habiter un quartier défavorisé produit-il en soi un effet négatif ou est-il le symptôme d'une position dominée, comme l'affirme Slater (2021, p.135) ? Jusqu'où un quartier où les relations sociales sont

---

<sup>2</sup> En donnant parfois l'impression de solutions clé-en-main, ces travaux ont par ailleurs inspiré des politiques publiques (déplacement de population, destruction d'immeubles ou de quartiers, valorisation de la gentrification...) qui ont pu avoir des effets négatifs sur les ressources et liens sociaux des classes populaires (Popkin et al., 2004; Lees, 2008; Dietrich-Ragon et al., 2021; Musterd, 2022).

denses et intenses n'est-il pas susceptible d'attirer davantage les populations à la recherche de cette convivialité ?

Au-delà d'une simple « importation » d'un cadre théorique anglophone dans la sociologie française (Bacqué and Fol, 2007), l'articulation entre ces deux perspectives qui sous-tend cet article est rendue nécessaire par l'important essor des travaux sur les effets de quartier dans les recherches publiées en anglais. Il devient en effet difficile d'écarter des travaux qui traitent d'un nombre toujours plus grand de contextes nationaux – britanniques (Arbaci and Rae, 2013; Nieuwenhuis, Kleinepier and van Ham, 2021), finlandais (Kauppinen, 2006), néerlandais (Petrović, van Ham and Manley, 2022), canadiens (Robitaille et al., 2011), suédois (Lecoursonnais and McAvay, 2022), et même français (Maurin, 2004; Bunel, Petit and L'Horty, 2015).

## **1.2 Données et choix méthodologiques**

L'enquête *Mon quartier, mes voisins* (Ined/CMW)<sup>3</sup> offre l'occasion d'avancer sur cette voie. Conduite au printemps 2018, cette enquête avait pour objectif d'étudier la contribution du voisinage à l'intégration sociale et urbaine des individus, et d'en saisir les déclinaisons contextuelles. Elle s'est déroulée dans 14 quartiers, soit sept contextes socio-spatiaux déclinés dans les agglomérations et couronnes périurbaines de Paris et Lyon (tableau 1).

---

<sup>3</sup> Réalisée par le collectif Voisinages et co-dirigée par Jean-Yves Authier et Joanie Cayouette-Remblière, cette enquête a été financée par l'Union sociale de l'habitat (USH) et les bailleurs sociaux, l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT), l'Institut pour la recherche de la Caisse des dépôts et consignation (CDC), la Métropole de Lyon, la Ville de Paris ainsi que le Plan urbanisme construction architecture (PUCA). Pour plus d'informations sur l'enquête, voir <https://mon-quartier-mes-voisins.site.ined.fr/>.

**TABLEAU 1 – LES QUATORZE TERRAINS DE L'ENQUÊTE MQMV**

<b>Types de contextes socio-spatiaux</b>	<b>Terrains retenus dans l'agglomération parisienne</b>	<b>Terrains retenus dans l'agglomération lyonnaise</b>
Bourgeois en ville-centre	Auteuil (Paris 16 <sup>e</sup> )	Ainay (Lyon 2 <sup>e</sup> )
Gentrifiés en ville-centre	Batignolles (Paris 17 <sup>e</sup> )	La Croix Rousse (Lyon 4 <sup>e</sup> )
Populaire en ville-centre	Riquet (Paris 19 <sup>e</sup> )	Grange Rouge (Lyon 8 <sup>e</sup> )
Quartiers de mixité sociale programmée	Quartier du Port (Choisy le Roi, 94)	ZAC du Bon Lait (Lyon 7 <sup>e</sup> )
Grands ensembles en rénovation urbaine	Navigateurs (Choisy le Roi, 94)	Armstrong (Minguettes, Vénissieux)
Centres de petites villes en limite des aires urbaines	Montereau fault Yonne (77)	La Tour du Pin (69)
Communes rurales périurbaines	Marolles sur Seine (77)	La Bâtie-Montgascon (69)

Ces sept contextes socio-spatiaux étudiés ont été identifiés en tenant compte de la littérature sur les questions urbaines, et en faisant varier notamment le degré de centralité (de la ville-centre aux marges des couronnes périurbaines), la composition sociale dominante (des quartiers bourgeois à populaires), le degré de mixité (des quartiers mixtes aux espaces d'entre-soi), voire pour certains contextes l'histoire urbaine (des quartiers de mixité sociale programmée, des centres de petites villes en déclin, des grands ensembles en rénovation urbaine) (Authier and Cayouette-Remblière, 2021, sec.2).

Dans chaque terrain, les logements enquêtés ont été sélectionnés au moyen d'un double échantillonnage rigoureux (Cayouette-Remblière, Santos and Noûs, 2020) et leurs habitants ont répondu à un questionnaire long (durée moyenne d'une heure) à leur domicile, en face-à-face avec un enquêteur professionnel. La représentativité de chaque quartier est assurée par des pondérations et le mode de contact en porte à porte permet d'avoir accès à tous les types d'habitants, y compris ceux qui sont en retrait de leur lieu de vie. 2 572 questionnaires ont été réalisés, dont 155 dans le centre de Montereau et 173 à La Tour-du-Pin. Un an plus tard, des entretiens semi-directifs ont été menés auprès de personnes ayant déjà répondu au questionnaire. 210 entretiens ont été collectés, dont 27 dans les centres étudiés dans cet article.

L'enquête MQMV présente ainsi l'atout d'être à la fois quantitative (ce qui lui permet de dialoguer sur une base méthodologique partagée avec la littérature sur les effets de quartier) et qualitative (ce qui

l'inscrit de plain-pied dans la perspective des effets de contexte). Pour exploiter au mieux cette spécificité, et notamment entrer dans le détail des analyses contextuelles, cet article est centré sur un seul des sept contextes socio-spatiaux étudiés, celui des centres de deux petites villes en marge des aires urbaines.

Ce choix résulte principalement de deux considérations. En premier lieu, ces dernières années, les villes petites et moyennes ont suscité une attention significative (voir notamment Bonnin-Oliveira, 2016; Béal et al., 2019; Guérait, 2020; Béal, Cauchi-Duval and Rousseau, 2021), et l'enquête MQMV apporte un éclairage complémentaire aux travaux qui ont été menés jusqu'ici. Hormis quelques monographies centrées sur des groupes sociaux spécifiques, notamment une recherche récente sur la petite bourgeoisie culturelle (Guérait, 2020; 2023), les relations de voisinage ont été peu étudiées à ce jour dans les centres populaires de petites villes (à la différence des grands ensembles ou des quartiers en gentrification). Pourtant, comme nous le verrons, ces relations jouent un rôle important dans les dynamiques sociales et urbaines locales et pour les ressources auxquelles les habitants de ces espaces peuvent accéder. En second lieu, parmi les sept contextes sociospatiaux étudiés pour l'enquête MQMV, celui représenté par Montereau et La Tour-du-Pin est apparu particulièrement heuristique pour analyser finement ce que les trajectoires résidentielles font aux personnes et aux espaces et ainsi articuler les approches théoriques développées ci-dessus.

### **1.3 Description des cas de Montereau-Fault-Yonne et La Tour-du-Pin**

Composées respectivement de 20 700 et 8 100 habitants à la date de l'enquête (2018), et situées à la limite des aires d'attraction de Paris et de Lyon, Montereau-Fault-Yonne en Seine-et-Marne et La Tour-du-Pin en Isère partagent une position ambivalente dans les centralités urbaines. D'un côté, ces villes forment des centralités au sein du périurbain, grâce à leurs liens aux infrastructures de transports ferroviaire et autoroutier, leurs commerces et équipements. Si elle est plus petite, la ville de La Tour-du-Pin est une sous-préfecture, ce qui la dote d'un certain nombre de services et en fait un point de référence locale. Montereau et La Tour-du-Pin profitent en outre des dynamiques des métropoles qui

les jouxtent : leur centre est moins touché par le déclin démographique que beaucoup d'autres petites villes (Béal, Cauchi-Duval and Rousseau, 2021) et les logements vacants, s'ils sont visibles et plus nombreux qu'ailleurs<sup>4</sup>, n'atteignent pas le poids qu'ils occupent dans des petites villes plus isolées (Guéraud, 2021).

D'un autre côté, à l'instar de nombreux autres centres de petites villes, les centres de Montereau et La Tour-du-Pin ont grandement souffert de la concurrence de l'habitat individuel (Charmes, 2019). De nombreux ménages appartenant aux classes moyennes ou aux classes populaires stables les ont quittés pour s'installer dans les quartiers pavillonnaires qui se sont développés sur leurs pourtours ou dans les communes rurales avoisinantes (comme à Marolles ou La Bâtie, les deux communes rurales périurbaines de l'enquête MQMV). Les commerces souffrent quant à eux de la concurrence des zones commerciales périphériques : dans les deux contextes, un local commercial sur cinq est inoccupé<sup>5</sup>, ce qui rend la vacance commerciale particulièrement visible et pèse sur l'image des lieux (cf. partie 4).

---

<sup>4</sup> Les taux de logements vacants sont respectivement de 15 % et 8 % dans les centres de La Tour du Pin et Montereau (RP 2018, Insee, données à l'échelle de l'IRIS)..

<sup>5</sup> Sources : ANCT, 2019, « Monographies #8 / Montereau-fault-Yonne » dans *La vacance de locaux commerciaux dans les villes moyennes françaises*, p. 121-126, [https://agence-cohesion-territoires.gouv.fr/sites/default/files/2020-12/2020\\_Vacance\\_commerciale\\_villes\\_moyennes-fusionn%C3%A9.pdf](https://agence-cohesion-territoires.gouv.fr/sites/default/files/2020-12/2020_Vacance_commerciale_villes_moyennes-fusionn%C3%A9.pdf) ; Lisa Rodrigues, « On vous explique la nouvelle taxe pour lutter contre les friches commerciales », *Le Dauphiné Libéré*, 12 juillet 2023, <https://www.ledauphine.com/economie/2023/07/12/isere-la-tour-du-pin-on-vous-explique-la-nouvelle-taxe-pour-lutter-contre-les-friches-commerciales>

**La Tour-du-Pin**



**Monterea**



Cette ambivalence se trouve dans la composition sociodémographique de la population des centres de ces deux villes (cf. tableau 1). Si elle n'est pas vieillissante comme le sont d'autres petites villes en déclin, elle est plutôt populaire et on y recense une proportion significative d'immigrés et d'enfants d'immigrés.

Insérer Tableau 1

Mentionnons enfin une différence entre les deux cas d'études, liée à la méthodologie d'enquête. Afin d'atteindre un taux de sondage similaire sur les 14 terrains (entre 15 et 20 % des logements), des zones d'enquête d'environ 1 000 logements ont été découpées sur chaque terrain. À Montereau, la zone d'enquête comprend 1 061 logements, tous situés dans le centre ancien ; à La Tour-du-Pin, le centre ancien étant plus petit, la zone d'enquête inclut des rues et zones pavillonnaires avoisinantes et atteint 1 375 logements. Ces découpages différents ne sont pas sans conséquence : la zone d'enquête de Montereau est composée quasi uniquement d'appartements (93 %) alors que celle de La Tour-du-Pin comprend davantage de maisons (41 %). Cette différence se retrouve dans la composition sociale des habitants des deux cas d'études, les habitants des maisons de La Tour-du-Pin étant socialement légèrement plus favorisés que les autres.

## 2. La sociabilité locale d'un quartier à l'autre

Les données de l'enquête MQMV permettent une étude statistique des relations entre des contextes socio-spatiaux et des relations de voisinage, conduite dans un premier temps au moyen d'une typologie des contextes puis grâce à des régressions logistiques.

### 2.1 Des manières de voisiner variables selon les contextes

Une classification ascendante hiérarchique a été réalisée sur les 14 terrains de l'enquête, caractérisés par leurs valeurs moyennes sur des indicateurs variés. Ces derniers ont été sélectionnés afin de rendre compte à la fois de l'intensité et de la variété des formes de la sociabilité, de la diversité des personnes avec qui des liens sont noués dans l'espace local ainsi que des comportements et sentiments de mise à distance (cf. tableau 2). L'analyse des articulations entre ces indicateurs révèle trois principales manières de voisiner (cf. fig. 1).

Un premier groupe de six quartiers comprend les deux quartiers bourgeois en ville-centre, les deux quartiers gentrifiés ainsi que les deux communes rurales périurbaines. Ces communes et quartiers ont été qualifiés de « quartiers-villages » dans la mesure où ils cumulent des liens forts (incluant des taux de conflit importants<sup>6</sup>) et divers. Dans la section du questionnaire invitant à déclarer des personnes précises du quartier avec lesquelles ils sont en relation<sup>7</sup>, les habitants des « quartiers-villages » sont, de loin, les plus nombreux à en citer le maximum prévu par le questionnaire (quatre). Parallèlement, les habitants de ces quartiers sont moins concernés par les comportements de mise à distance, à l'exception du sentiment de jugement.

Insérer figure 1

Insérer tableau 2

---

<sup>6</sup> La forte corrélation entre les pratiques de sociabilité et les conflits rappelle que le conflit est bien « une forme particulière de relation » (Héran, 1987).

<sup>7</sup> En excluant les personnes partageant le même logement.

Un second groupe de quartiers rassemble les deux quartiers de mixité sociale programmée, un quartier de grands ensembles (Navigateurs) et un quartier populaire (Riquet). Si les liens y sont plus faibles que dans les « quartiers-villages » (moins de visites de convivialité, moins de soutien en cas de problèmes financiers), les relations utilitaires et les conflits y sont fréquents, et les habitants de ces quartiers restent nombreux à déclarer jusqu'à quatre relations. Ces liens relativement faibles mais pluriels (avec certains) se cumulent avec des comportements de mise à distance (avec d'autres), ce qui apparaît cohérent avec la forte diversité sociale et ethn raciale de la population de ces quartiers.

Enfin, un troisième groupe comprend deux quartiers très populaires (le grand ensemble Armstrong et le quartier populaire de Grange Rouge) ainsi que les deux centres de petites villes étudiés plus en détail dans cet article. Dans ces espaces, toutes les formes de liens sont plus rares, et les habitants à l'écart de toute sociabilité sont quatre fois plus nombreux que dans les deux premiers groupes. Par ailleurs, les relations sociales y sont moins diversifiées : près de la moitié des habitants ne citent qu'une ou deux relations. On observe cependant des comportements de mise à distance (voir annexe pour une présentation des sociabilités par contexte dans les « quartiers de liens rares et de mise à distance »).

## **2.2 Des différences qui résistent à la prise en compte des propriétés individuelles des habitants**

Les centres de Montereau et de La Tour-du-Pin occupent une place singulière dans le groupe des quartiers de liens rares et de mise à distance. Tout en abritant une population plus modeste que la moyenne française, ils sont moins populaires que les autres quartiers de ce groupe où 71 % des habitants appartiennent aux classes populaires (ménages à dominante ouvrière (11 %), d'un employé ou ouvrier (45 %) ou composés uniquement d'inactifs (15 %)), contre 58 % à Montereau et 47 % à La Tour-du-Pin. Leur population est également moins concernée par l'immigration que dans les deux autres contextes urbains de leur groupe, où 41 % de la population est née à l'étranger.

Autrement dit, et c'est en cela qu'il convient de parler d'effets de quartier, les caractéristiques socio-démographiques des habitants ne suffisent pas à rendre compte des formes de la sociabilité locale à Montereau et La Tour-du-Pin. Les différences observées sur les six indicateurs les plus discriminants

du troisième groupe des manières de voisiner ont été approfondies au moyen de modèles de régression logistique contrôlant le sexe du répondant, sa tranche d'âge, sa configuration familiale, sa PCS détaillée, et son rapport à l'immigration (figure 2), suivant la méthodologie canonique de mise en évidence d'effets de quartiers.

Insérer Figure 2

### **3. Les trajectoires résidentielles au cœur de l'explication**

Jusqu'aux années 2010, le fait que les quartiers attirent des populations différentes était considéré comme un biais statistique pour la mesure des effets de quartier (Hedman and van Ham, 2011). Les travaux cherchaient alors à neutraliser, outre les caractéristiques sociodémographiques, le pouvoir d'attraction des quartiers afin de mettre au jour leur « effet net ». Cette opération de standardisation statistique conduisait à ignorer ce qui produit pourtant une large part des différences entre quartiers, à savoir leurs capacités différenciées à faire venir certaines populations plutôt que d'autres (Marpsat, 1999). Pour dépasser cette aporie, dans les années 2010, plusieurs chercheurs, dont Sampson (2012, p.12), ont proposé de prendre au sérieux le rôle des caractéristiques des quartiers dans les trajectoires résidentielles et de placer ces dynamiques au cœur des mécanismes explicatifs des effets de quartier. Sans nous revendiquer de l'ensemble de ses travaux, nous reprenons ici à Sampson (2012) l'idée de considérer que la capacité d'un lieu à attirer des populations spécifiques est partie intégrante des effets de quartier plutôt qu'un biais statistique. Dans cet esprit, cette partie est consacrée à l'attractivité singulière de Montereau et La Tour-du-Pin auprès de populations mobiles et déclassées, et à l'effet de ces trajectoires résidentielles sur les relations de voisinage.

#### **3.1 Des appartements à bas loyers mais centraux**

Une caractéristique marquante des centres de Montereau et de La Tour-du-Pin est l'importance du parc locatif privé. À Montereau, 72 % des ménages résident dans ce parc. Les locataires du privé sont moins nombreux à La Tour-du-Pin (37 %), mais ils composent toutefois 53 % des habitants des

appartements, qui sont majoritaires dans le centre ancien, ce qui est élevé au regard de la moyenne nationale<sup>8</sup>.

Autre caractéristique marquante, les loyers sont bas, signe d'une faible attractivité. Par rapport aux autres personnes enquêtées, celles qui résident au centre de Montereau ou de La Tour-du-Pin qualifient rarement l'installation dans leur logement actuel d'« aboutissement » ou de rêve accompli. Au contraire, elles décrivent souvent leur arrivée dans le quartier comme un pis-aller, un « compromis » dans un espace des possibles très contraint. Ainsi Francine Davis, dessinatrice industrielle retraitée, veuve âgée de 64 ans et mère de trois filles, qui a quitté le mal-logement et trouvé un logement à louer à La Tour-du-Pin, s'exprime en ces termes : « La Tour-du-Pin, ce n'est pas super super, mais enfin ! ». Comme elle, beaucoup n'auraient guère pu prétendre aux loyers ou prix d'achat des autres lieux des aires métropolitaines de Paris ou Lyon. En effet, bien que les loyers et prix d'achat de Montereau et La Tour-du-Pin soient parmi les moins onéreux des quartiers de l'enquête<sup>9</sup>, leurs habitants sont les plus contraints financièrement par leurs charges locatives ou immobilières<sup>10</sup>.

Cependant, à Montereau et La Tour-du-Pin comme ailleurs, la contrainte coexiste avec le choix (Grafmeyer, 2010). L'influence indirecte des métropoles voisines apparaît comme le premier critère d'attractivité de ces villes. Cela est bien illustré par Jamila Miloudi, 41 ans, musicienne issue d'un milieu modeste : « à la base, je suis de Bourgoin, et les loyers augmentaient déjà pas mal à Bourgoin ». Apparaît ici clairement le rôle de l'influence de Lyon, qui fait monter les prix à Bourgoin-Jallieu, ville à la fois plus importante et plus proche de Lyon, où se concentrent de nombreux emplois, et dont l'attractivité fait de La Tour-du-Pin un secteur de report, selon la mécanique des vagues de périurbanisation (Charmes, 2019).

---

<sup>8</sup> En France, 39 % des habitants en appartement sont logés dans le secteur locatif privé (28 % en sont propriétaires et 31 % sont logés dans le parc locatif social). Source : Enquête Logement, Insee, 2013.

<sup>9</sup> Les locataires de Montereau et La Tour-du-Pin déboursent respectivement en moyenne 484 et 400 euros par mois (APL déduites) pour un appartement d'une taille moyenne de 49 et 64 m<sup>2</sup> (source : MQMV).

<sup>10</sup> Les habitants des appartements de Montereau et La Tour-du-Pin consacrent en moyenne 28 % de leurs revenus mensuels au loyer ou au remboursement d'un prêt immobilier (source : MQMV). Il s'agit du taux d'effort le plus élevé observé parmi les quatorze quartiers d'enquête, bien au-delà du taux de 19 % observé en moyenne en France (Enquête Logement, 2013).

Dans leur environnement géographique immédiat, La Tour-du-Pin et Montereau possèdent en outre quelques atouts dont les communes voisines ne disposent pas. Ainsi, si Jamila Miloudi a été contrainte de s'éloigner de Bourgoin-Jallieu, elle l'a fait en choisissant une ville qui dispose d'équipements et de services, notamment une gare : « Il me fallait une ville avec une gare à proximité, et par rapport à mes moyens, La Tour-du-Pin c'était top. Donc ça veut dire que si j'avais ma voiture en panne je pouvais prendre [le train]... ». Plus largement, La Tour-du-Pin, en tant que sous-préfecture, et Montereau, en tant que polarité importante en Seine-et-Marne, sont des centres qui rassemblent des services, des commerces et des équipements pour un ensemble de villages et de bourgs. Ainsi, Pascal Fournier, technicien au statut cadre âgé de 55 ans, qui a emménagé à Montereau après son divorce et la vente de son pavillon dans un lotissement environnant, fait écho à Jamila Miloudi lorsqu'il dit : « Il y a un avantage de Montereau, ben c'est que je peux prendre le train, et aller où je veux à pied. [...] Je suis quasiment au pied du centre-ville, là pour aller au marché ».

### **3.2 Des quartiers qui attirent des habitants mobiles et déclassés**

Les centres de La Tour-du-Pin et de Montereau attirent en outre les enquêtés à des moments particuliers de leur histoire de vie. Plusieurs éléments viennent ici se cumuler pour faire de ces deux centres des espaces attractifs pour des personnes qui connaissent une rupture dans leur trajectoire personnelle.

Ainsi, lorsque survient une séparation, au moins un des membres du ménage, sinon les deux, doit se reloger. Rechercher un appartement en location est alors la décision la plus courante (Crepin, 2022). Or, dans les faubourgs pavillonnaires et les communes rurales qui entourent les deux centres étudiés, l'habitat individuel domine largement. Si la personne ne souhaite pas trop s'éloigner en raison du partage de la garde des enfants, de son activité professionnelle ou d'autres motifs d'ancrage, les centres de Montereau et de La Tour-du-Pin s'imposent, car ce sont les seuls lieux proches offrant un nombre substantiel d'appartements à la location.

Ils s'imposent d'autant plus que la proximité d'une gare, de commerces ou encore des équipements scolaires est particulièrement valorisée après une séparation. Ainsi, Christophe Ballard, ouvrier de 51 ans, a choisi Montereau afin d'être à proximité du collège de sa fille : « mon choix se portait sur Montereau, ou une ville pas loin parce que ma fille avait son collège qui était à Montereau donc il fallait que je sois assez proche ». On retrouve cette question de la proximité des établissements scolaires chez Benoît Bréau, vendeur spécialisé de 47 ans, qui a choisi de s'installer dans le centre de Montereau pour que ses enfants « puissent se rendre à l'école le matin tout seuls et revenir tout seuls ». Il a d'ailleurs été rejoint dans cette ville par son ex-épouse, la maison qu'ils avaient achetée dans une commune rurale environnante ayant été vendue. Cela a l'avantage de simplifier la garde alternée.

L'arrivée de personnes s'installant suite à une séparation participe d'une dynamique de peuplement qui singularise les deux centres étudiés : le déclassement résidentiel au cours de la vie<sup>11</sup>. La surreprésentation des personnes en déclassement résidentiel a été objectivée au moyen de la construction d'indicateurs de déclassement. Pour Yves Grafmeyer (2010), la position résidentielle combine trois éléments : la localisation du logement, ses caractéristiques matérielles (dont font partie le type d'habitation et son niveau de confort) et le statut d'occupation. L'enquête MQMV ne renseigne pas la localisation précise du logement précédent mais documente les évolutions de types d'habitation (maison ou appartement) et de statuts d'occupation ainsi que l'appréciation subjective portée par les enquêtés sur l'évolution de leurs conditions de logement. Sur ces trois indicateurs, les habitants de Montereau et La Tour-du-Pin se distinguent nettement (tableau 3). Au total, 45 % des habitants de Montereau et 34 % de ceux de La Tour-du-Pin (mais 50 % de ceux qui s'installent dans ses appartements) sont concernés par au moins un de ces trois indicateurs de déclassement résidentiel.

---

<sup>11</sup> Camille Peugny (2010) distingue trois formes de déclassement : celui qui survient au cours de la vie, celui qui sépare la situation d'un individu de celle de ses parents et celui entre le niveau d'études et la situation professionnelle. Dans cet article, nous nous limitons à la première acception du terme.

### Insérer tableau 3

Ce déclassement peut résulter de divers événements biographiques. Une séparation est mentionnée comme explication du déménagement par un déclassé sur trois. Les autres raisons invoquées sont principalement liées à l'activité professionnelle et à la recherche d'un logement autonome. Cela témoigne du caractère contraint de l'installation : les déclassés ne mentionnent jamais le fait d'avoir déménagé pour la taille, la qualité ou le statut du logement, qui sont pourtant les raisons les plus fréquemment citées dans l'enquête.

La dynamique de peuplement de Montereau et La Tour-du-Pin conduit à la surreprésentation d'une autre sous-population : les habitants « mobiles ». En effet, l'ancienneté médiane dans le logement n'est que de respectivement 3 et 5 ans à Montereau et La Tour-du-Pin, contre 10 ans en France<sup>12</sup>. Par conséquent, les « nouveaux arrivés », définis ici comme les habitants ayant emménagé dans le quartier depuis moins d'un an et demi, sont nombreux, représentant 32 % des habitants de Montereau et 18 % de ceux de La Tour-du-Pin (24 % des habitants en appartement), contre 15 % de l'ensemble des habitants des quartiers enquêtés. Plusieurs éléments invitent par ailleurs à les considérer comme une population mobile, renouvelée régulièrement : ces personnes sont majoritairement locataires, occupent de plus petits logements, déclarent une faible ancienneté résidentielle dans leur logement précédent et la très grande majorité d'entre elles (72 % à Montereau, 63 % à La Tour-du-Pin) projettent de déménager dans les deux années à venir. Autrement dit, les deux terrains d'enquête concentrent une population mobile qui, si elle est par définition en renouvellement permanent, occupe toujours une part importante du parc de logement.

La figure 3 représente la part de ces dynamiques de peuplement à Montereau et La Tour-du-Pin, d'une part, et dans les autres zones d'enquêtes, d'autre part. On observe que si déclassement et mobilité résidentielle se recoupent (dans les centres des petites villes étudiées, près d'un habitant sur sept est

---

<sup>12</sup> Source : Enquête Logement, 2013

concerné par les deux dynamiques), les deux phénomènes sont en partie indépendants, et notamment que les déclassés sont nombreux à habiter le territoire depuis plus de 18 mois.

Insérer figure 3

### **3.3 Voisiner quand on est mobile ou déclassé**

Les nouveaux arrivés comme les déclassés ont d'une manière générale des pratiques spécifiques en matière de voisinage, et leur surreprésentation à Montereau et La Tour-du-Pin explique en partie les spécificités des relations sociales locales qui s'y déploient. Ainsi, si on considère l'ensemble des enquêtés, tous contextes confondus, 12 % des nouveaux arrivés et 8 % des déclassés se déclarent à l'écart de toute sociabilité contre 4 % des autres enquêtés (cf. tableau 4). Autre indicateur évocateur : seuls 11 % des nouveaux arrivés et 20 % des déclassés déclarent le maximum de relations différentes (soit quatre), contre 31 % des autres enquêtés.

Les éléments rassemblés dans le tableau 4 ne sont guère surprenants pour les nouveaux arrivés, tant il est établi, et l'enquête MQMV l'a confirmé (Authier and Cayouette-Remblière, 2024, chap.5), que l'ancienneté de résidence est corrélée – au moins jusqu'à ce que le vieillissement ne vienne contrer le bénéfice de l'ancienneté – avec l'intensité de la vie sociale locale (Héran, 1987; Sampson, 1988). Le cas des déclassés mérite sans doute un peu plus de précisions. À partir d'une enquête sur les mal-logés à Paris, Pascale Dietrich-Ragon (2013) a étudié les désajustements entre la position résidentielle et la position sociale et conclut que, face à la crainte du stigmate liée à leur position résidentielle, les mal-logés entendent « sauver la face » et mettent à distance la population avec laquelle ils partagent un stigmate résidentiel. Ce mécanisme de distanciation apparaît également à l'analyse des rapports au voisinage des individus en situation de déclassement résidentiel.

Comme Pascale Dietrich-Ragon (2013) invite à le penser, le déclassement favorise une forme de « rancœur sociale » et un sentiment diffus de ne pas être à la bonne place. Ainsi, alors même que leur situation financière est au moment de l'enquête plus difficile que celle des autres (leur niveau de vie moyen s'élève à 1 296 € par unité de consommation (UC), contre 1 735 € par UC pour les non-déclassés

de leur quartier), les déclassés de Montereau estiment plus souvent faire partie « des plus riches », témoignant à la fois d'un processus de distanciation par rapport à leurs voisins et de l'inertie de la position sociale perçue.

Ces représentations ne sont pas sans effet sur les pratiques. Les comportements de mises à distance sont ainsi plus fréquents chez les déclassés que chez les autres (tableau 4). Des analyses par régression logistique<sup>13</sup> sur les différents indicateurs confirment ce décalage entre pratiques et représentations : si leurs caractéristiques sociales et leur moindre ancienneté expliquent en grande partie leur plus faible investissement dans les relations de voisinage, les déclassés se distinguent significativement des autres, toutes choses égales par ailleurs, pour se sentir davantage jugés par leurs voisins, s'estimer faire partie « des plus riches », être entrés en conflit avec au moins un voisin et éviter régulièrement certains voisins.

#### Insérer tableau 4

Cécile Margin illustre bien les effets du déclassement résidentiel. Assistante maternelle, âgée de 56 ans, elle a quitté le domicile familial à 22 ans lorsqu'elle s'est mariée. Elle a vécu en maison dans deux communes proches de La Tour-du-Pin. Un an avant l'entretien, elle et son compagnon, un commercial en contrat précaire, ont vendu leur maison pour solder leur crédit et pouvoir payer les études de leurs deux enfants. Ils ont alors acheté un appartement à La Tour-du-Pin. Mais le couple a très vite déchanté et souhaite à présent déménager. Dans leur précédente maison, ils avaient développé d'intenses relations de voisinage et noué des relations privilégiées avec certains voisins. Depuis un an qu'elle vit à La Tour-du-Pin, Cécile Margin n'a de véritables relations qu'avec les voisins dont elle garde l'enfant. Avec les autres, elle n'a pas « d'atomes crochus ». Elle trouve son quartier « sympathique » la journée, « un peu plus désagréable le soir » à cause des jeunes qui se regroupent sur la place : « c'est un peu

---

<sup>13</sup> Les modèles sont disponibles auprès des auteurs.

méchant ce que je vais dire, mais c'est un certain type de population. C'est La Tour qui est un peu plus cas social ».

Ce décalage se retrouve fréquemment chez les personnes séparées qui ont quitté une maison pour s'installer dans les centres de La Tour-du-Pin ou de Montereau. À entendre Benoit Bréau, dont il a été question plus haut, Montereau accueille toute la « misère sociale, intellectuelle et génétique » du monde. Ses explications de la faiblesse de ses relations sont contournées mais néanmoins explicites : « Après je pense qu'il y a aussi [...] une histoire de classe sociale. Voilà et malgré tout, je pense que pour caricaturer, si j'étais à la sortie de l'école à Fontainebleau, je ne parlerais pas plus aux parents, qui je pense sont de classe sociale supérieure à la mienne, et ici c'est le contraire. » Comme Cécile Margin, il se dit pourtant à la recherche de relations de voisinage, mais pas dans ce contexte. Il oppose son absence de relations de voisinage actuelle à ce qu'il décrit comme des relations de voisinage « classiques », à savoir celles qu'il a connues dans les autres quartiers où il a vécu, avec des invitations à domicile, des passages l'un chez l'autre pour « tchatcher »...

#### **4. Les effets du contexte local**

Bien que les populations surreprésentées dans les centres des petites villes aient des pratiques de voisinage spécifiques, cela ne suffit pas à expliquer les particularités observées. Il apparaît au contraire que la concentration de ces trajectoires résidentielles en un lieu renforce non seulement les manières spécifiques de voisiner des populations surreprésentées mais a aussi des effets sur les pratiques de voisinage des autres habitants, tendant à les limiter.

##### **4.1 Des effets spécifiques liés à la concentration de personnes mobiles**

Si, partout, les personnes arrivées depuis moins de 18 mois n'ont que peu de relations de voisinage, des différences existent cependant entre les contextes. Seuls 5 % des nouveaux arrivés de Montereau et La Tour-du-Pin, contre 13 % des nouveaux arrivés des autres contextes, ont d'ores et déjà quatre relations différentes (tableau 5). En outre, en moins d'un an et demi d'installation, les nouveaux arrivés des autres terrains ont davantage participé à des visites de convivialité, échanges de services ou

conversations que ceux des petites villes étudiées, dont 17 % se situent toujours à l'écart de toutes sociabilités. Autrement dit, les nouveaux arrivés ne sont pas seulement plus nombreux à Montereau et La Tour-du-Pin qu'ailleurs, ils se trouvent aussi davantage à l'écart des sociabilités que ceux qui viennent de s'installer dans d'autres lieux.

La concentration des personnes mobiles affecte également les habitants plus stables, comme le montre l'analyse des relations de voisinage des anciens (définis comme ceux résidant depuis 10 ans ou plus dans leur quartier). Dans l'ensemble de l'enquête MQMV, les anciens entretiennent des relations beaucoup plus approfondies que les autres, à la fois parce que le temps profite à la construction de relations et parce que l'ancrage signale souvent un certain attachement au lieu. Montereau et La Tour-du-Pin ne font pas exception : les anciens sont bien davantage investis dans les sociabilités locales que les autres. Et pour plusieurs indicateurs d'investissements dans les sociabilités, ils se distinguent même très peu des anciens installés dans les autres contextes résidentiels (tableau 6).

Pourtant, les indicateurs de diversité des relations montrent la difficulté des anciens de Montereau et La Tour-du-Pin à nouer des relations diverses et à les approfondir. Alors que 40 % des anciens des autres contextes mentionnent spontanément le maximum de relations prévu par l'enquête, ils ne sont que 14 % dans ce cas dans les petites villes. Dans ces contextes, la situation majoritaire est de n'avoir en réalité qu'une ou deux relations approfondies dans le quartier, et de mettre à distance les autres habitants.

Insérer tableau 6

Cette situation peut être illustrée avec Martine Jacquemin, ancienne auxiliaire de vie âgée de 67 ans qui a grandi à La Tour-du-Pin jusqu'à ses 14 ans avant d'y revenir à 25 ans pour y fonder une famille avec son mari, ouvrier. Elle qui réside dans sa « maison de famille » depuis 1977 a peu de relations : « c'est vrai que c'est un peu chacun chez soi quand même ». Elle décrit les habitants de son quartier comme un ensemble indifférencié, peu digne d'égards : « ça tourne beaucoup ... ». Mais une relation

fait exception : un voisin, qui réside aussi à La Tour-du-Pin depuis son enfance, d'un âge similaire et lui aussi ouvrier retraité, est devenu un ami. Ils partent même parfois en vacances ensemble.

Les déménagements successifs de voisins limitent ainsi les relations de voisinage. De fait, l'établissement de relations de voisinage suppose non seulement la présence d'individus reconnus comme vivant dans une aire de voisinage, mais aussi des voisins qui sont installés depuis suffisamment longtemps pour que « l'interaction minimum de salutation réciproque » (Drulhe et al., 2007, p.329) puisse, à force de répétition, s'allonger et dépasser le « bonjour-bonsoir ». Même si le temps n'est pas le seul facteur expliquant l'intensification des relations de voisinage, les conversations répétées contribuent à augmenter « la surface sociale d'identification » (*Ibid*, p. 329). De ce point de vue, le temps qui compte est davantage celui de la coprésence que l'ancienneté résidentielle individuelle.

Dans ce contexte, la forte rotation des voisins peut décourager l'investissement dans les relations de proximité, y compris des personnes ancrées, comme le montre, en creux, le cas Baran Yildirim. Âgé de 47 ans, exerçant une profession intermédiaire en usine, ce fils d'immigré turc vit à la Tour-du-Pin depuis son enfance. Il réside à présent avec sa femme, ouvrière, et son fils de 14 ans à proximité immédiate de son frère, sa sœur et ses parents (eux aussi anciens ouvriers). Les relations de voisinage particulières avec deux personnes maintenant âgées, qui résident en face de chez lui, se sont construites au fil du temps. Au début de son installation, la différence d'âge semblait empêcher toute relation : « c'étaient que des personnes âgées alors c'était bonjour bonsoir ». Au fil du temps, le « bonjour-bonsoir » s'est transformé en « petites discussions », après « c'étaient des petits gâteaux qui faisaient les allers-retours et des plats », et puis maintenant, « on a deux dames avec qui on s'est bien attachés ». Pour insister sur l'importance de la longue durée dans la construction de relations de voisinage privilégiés, Baran Yildirim ajoute : « en plus, elle nous a vu grandir, moi je suis arrivé j'avais 19 ans, elle devait en avoir 50 ». Comme pour Martine Jacquemin, ces quelques voisins privilégiés se détachent d'un voisinage appréhendé comme un « reste », constitué de « locataires » réduits à leur mobilité : « c'est des locataires, alors c'est que des va-et-vient ».

L'importante rotation résidentielle affecte, bien qu'à des degrés divers, les relations des habitants des maisons de La Tour-du-Pin et produit des effets qui traversent l'espace social. Yvonne Martinand, 83 ans, femme au foyer dont le mari occupait une position de directeur commercial, résidant depuis plus de 50 ans dans différents quartiers de la Tour-du-Pin, décrit d'intenses relations de voisinage dans son quartier actuel au début de son installation. Elle égrène le nom de ses voisins passés et les relations singulières entretenues avec chacun d'eux, mêlant échanges fonctionnels et partage d'activité culturelle : « on a fait du piano ensemble ». Aujourd'hui, elle dit ne plus connaître personne, « à part maintenant notre voisin qui part quand même souvent aux États-Unis, six mois par an. C'est un peu limité comme voisinage. On est tout seul ». Elle attend « avec impatience » les nouveaux voisins qui remplaceront la « dame d'à côté ».

L'intense rotation résidentielle au cœur de ces petites villes pèse ainsi sur l'ensemble des relations sociales locales. La mobilité résidentielle apparaît ainsi comme un facteur systémique, qui joue pour tous, au-delà de la seule addition des pratiques propres aux populations mobiles.

#### **4.2 Ce que l'image stigmatisée des lieux fait aux relations de voisinage**

Comme les mobiles, les déclassés de Montereau et La Tour-du-Pin accentuent les traits qui leur sont associés dans tous les quartiers, notamment un taux de conflit plus important, moins de relations approfondies et plus généralement une plus faible diversité des relations, ainsi que des comportements de mise à distance du voisinage plus prononcés qu'ailleurs. Le fait d'être déclassé au sein d'un contexte où cette situation est fréquente n'entraîne pas d'affinité particulière avec les autres déclassés, au contraire. Aucun des déclassés n'a développé, en entretien, le fait d'avoir rencontré sur place, des personnes aux parcours similaires ou le sentiment que cela pouvait produire du lien. Le déclassé résidentiel et la dégradation symbolique de la position sociale qui l'accompagne semblent provoquer d'autant plus de retrait des sociabilités locales que les autres peinent à constituer un groupe de référence auquel on souhaite s'attacher.

Plus largement, l'imaginaire social négatif associé à ce groupe pèse sur l'image des centres des deux petites villes. Comme tout quartier, tout lieu de résidence, ces centres sont porteurs d'une image « sociale » (Collectif, 1986) résultant de l'histoire locale, de la composition sociale de ceux qui l'habitent et de leurs pratiques. Or, ici, l'image sociale qui contribue à la définition de l'identité sociale de ceux qui habitent le lieu (Bourdieu, 1993) est dégradée. En effet, les discours des habitants de La Tour-du-Pin et de Montereau opposent leur quartier aux communes avoisinantes et insistent souvent sur l'immigration, la délinquance ou encore l'insécurité, rappelant par-là certaines représentations associées aux banlieues populaires des grandes villes. Pierre Gilbert (2012) a certes montré que ce type de représentations négatives développées en entretien peut relever d'un « effet de légitimité résidentielle » qui conduirait l'enquêté, en position dominée dans la situation d'enquête, à livrer à l'enquêteur les représentations supposées attendues, alors même qu'elles impactent en réalité peu les pratiques réelles de l'individu. Cependant, en croisant questionnaires approfondis et entretiens, conduits à un an d'écart auprès des mêmes enquêtés, il apparaît clairement que les discours négatifs tenus sur le quartier ne se limitent pas à des « effets de légitimité » : cette image négative influence leurs manières d'y entretenir (ou non) des relations. Afin de se démarquer de l'image dégradée de son quartier et de la renvoyer aux voisins ou autres habitants du quartier, plusieurs enquêtés limitent au quotidien leurs relations de voisinage.

Ce travail de distinction n'est toutefois pas le fait de tous. S'il traverse l'espace social, s'observant à la fois chez des enquêtés de classes populaires et de classes moyennes, voire moyennes-supérieures, il ne se distribue pas de manière aléatoire : il se trouve être d'autant plus prégnant que les individus sont eux-mêmes incertains de leur appartenance sociale, ce qui concerne non seulement les enquêtés identifiés en déclassement résidentiel mais également d'autres situations de déclassement ou d'instabilités socioprofessionnelle, conjugale ou familiale.

C'est par exemple le cas de Christian Pirelli, 52 ans, ancien ambulancier en arrêt maladie prolongé, qui vit seul depuis son divorce et le départ de son fils, dans un petit appartement où il s'est rabattu il y a

16 ans, faute de pouvoir payer le duplex à 700 euros où il vivait auparavant. Lui qui a passé l'essentiel de sa vie à Montereau décrit la place proche de son appartement comme « un vrai squat, surtout à partir des beaux jours, là... ça vient ça squatte jusqu'à des trois heures du matin, vous arrivez, le matin il y a des canettes de bière partout, ça pue les joints, c'est devenu le lieu de rassemblement où ... ». Alors qu'il évoque avec nostalgie ses relations d'enfance dans le grand ensemble de la ville, ses relations avec les habitants du centre sont quasi inexistantes. Depuis qu'il s'est installé dans son logement actuel, en 2002, Christian Pirelli dit n'avoir rencontré personne, à l'exception de quelques commerçants.

Une dynamique similaire s'observe chez Hélène Lafferte, éducatrice de jeunes enfants, âgée de 33 ans. Arrivée il y a un an dans une petite maison mitoyenne du centre de La Tour-du-Pin, suivant une nouvelle fois les mutations de son mari ingénieur, elle s'est d'abord trouvée au chômage avant de trouver un emploi dans une petite structure. Issue de petites classes moyennes, elle insiste plutôt sur son projet de monter sa propre entreprise, même si elle admet ne pas avoir encore le budget nécessaire, notamment s'il faut d'abord investir dans un nouveau logement. En effet, alors que l'entretien vient juste de commencer, Hélène dit d'emblée ne pas aimer La Tour-du-Pin : « Après je ne sais pas s'il y a d'autres questions qui vont suivre, car je ne sais pas si c'est maintenant que je dis que je n'aime pas La Tour-du-Pin ». Lorsqu'il s'agit de décrire son quartier, elle évoque la présence de populations typiques des quartiers stigmatisés, avec une forte présence de chômeurs, de gens seuls, « pas mal de pauvreté », « une population assez gitane ». Elle n'a tissé aucun lien ni avec ses voisins proches qu'elle juge trop âgés ni les autres voisins parce qu'elle ne « les croise pas ». Déménager<sup>14</sup> apparaît alors comme le seul moyen de se défaire de l'image dégradée du quartier et de se protéger de toute contamination, dans un contexte où sa propre position professionnelle reste peu assurée et où l'éducation de son fils de deux ans est centrale pour conforter la petite mobilité sociale qu'elle a

---

<sup>14</sup> De fait, 63 % des habitants de Montereau et 54 % des habitants en appartement à La Tour-du-Pin projettent de déménager dans les deux années à suivre. On comprend dès lors que la dynamique est circulaire, l'image du quartier conduisant à plus de mobilité, et la forte mobilité résidentielle fragilise cette image.

connue. Avec son conjoint, ils rêvent d'une maison, mais « pas à La Tour-du-Pin » : « déjà il n'y a pas trop d'aménagement pour les enfants ni d'espace vert. Quand je le promène en poussette il y a toujours des voitures qui circulent, après il a des petits squares avec des petits jeux, mais ce n'est pas pour les petits ». Ce qu'elle montre à son fils, en déambulant dans la ville, n'est pas « terrible » : « il y a beaucoup de jeunes qui [...] se promènent, mais qui ne travaillent pas. Ils vont souvent [au supermarché] acheter de l'alcool et puis ils se mettent devant le cinéma, mais ce n'est pas toujours terrible d'y aller avec son enfant ».

Craignant d'être discrédités par le stigmate du quartier, nombreux sont donc les habitants qui s'empresent de le mettre explicitement à distance afin de préserver leur position symbolique. Cette mise à distance n'est pas qu'une attitude défensive adoptée en entretien : elle implique de faibles sociabilités de voisinage et d'importantes pratiques de mise à distance des autres. Comme pour les personnes mobiles, le stigmate associé au lieu pèse de manière systémique et traverse l'espace social.

## **Conclusion**

Les spécificités des relations de voisinage observées à Montereau et à La Tour-du-Pin, marquées par leur rareté et des mises à distance, apparaissent donc largement déterminées par l'attrait de ces deux centres auprès de populations particulières, à savoir les personnes mobiles et les déclassées. Ces populations ont des pratiques spécifiques qui non seulement pèsent sur le tableau d'ensemble des relations sociales locales, mais aussi créent un contexte qui lui-même influe sur les relations de voisinage de tous les habitants, qu'ils soient ou non mobiles ou déclassés. Cet effet contextuel est holiste (Descombes, 1996), au sens où il dépasse la simple addition des traits propres aux populations de Montereau et La Tour-du-Pin.

Au-delà de cette analyse propre à deux petites villes, cet article revisite la discussion sur les effets de quartier et les effets contextuels, en articulant les approches française et anglophone. Les travaux sur les effets de quartier ont été largement critiqués en France, notamment parce qu'ils ont légitimé des politiques menées au nom de la mixité sociale, mais qui se sont souvent substituées à des politiques

de redistribution ou qui ont conduit à minorer l'importance des ressources locales ou communautaires (Epstein, 2013; Charmes and Bacqué, 2016; Bellanger et al., 2018). Toutefois, si ces réserves sont justifiées, elles doivent être dépassées, afin de mieux faire dialoguer les études urbaines françaises avec les travaux conduits dans d'autres contextes.

L'articulation entre les littératures sur les effets de quartier et contextuels proposée dans cet article repose sur trois pas de côté. Tout d'abord, cet article décale le regard vers des pratiques qui sont d'évidence plus directement liées au quartier où elles prennent place, que d'autres phénomènes couramment étudiés tels que le taux de chômage ou la réussite scolaire. Difficile en effet de penser que les relations de voisinage ne sont pas au moins en partie influencées par le contexte local. Parce que plus évident et plus lié au contexte, cet objet offre ainsi l'occasion d'éclairer en profondeur les mécanismes en jeu dans les effets de quartier. Rares sont pourtant les travaux nord-américains sur les effets de quartier qui se sont intéressés aux relations sociales locales (hormis quelques exceptions dont Sampson, 1988; Guest et al., 2006), alors que les interactions sociales locales peuvent être considérées non seulement comme des pratiques particulièrement conditionnées par les lieux de résidence, mais aussi comme des médiations des effets de quartier (de Souza Briggs, 1997).

En second lieu, cet article fait un pas de côté théorique, en suivant la proposition de Sampson (2012) de prendre au sérieux la capacité d'attraction des quartiers. Plutôt que de renvoyer les dynamiques de peuplement à des « biais de sélection » (Hedman et van Ham, 2011), les trajectoires résidentielles qui conduisent en un lieu ont été considérées comme parties intégrantes des effets de quartier. Cette approche réunissant dans un même cadre des dynamiques qui ont régulièrement été opposées permet de mieux faire dialoguer les travaux qui insistent sur les épaisseurs historique et sociale des contextes résidentiels et ceux qui comparent des quartiers « toutes choses égales par ailleurs ». L'enquête MQMV a d'ailleurs rendu cela possible par le choix de centrer l'analyse sur des quartiers bien définis, plutôt que sur des variables géographiques, urbanistiques ou sociologiques, comme ce peut être le cas dans certaines analyses des effets de quartier.

Enfin, et en troisième lieu, l'analyse a pris en considération des espaces dans leurs dimensions non seulement sociologiques, mais aussi géographiques et urbanistiques (en l'occurrence en considérant le croisement de l'influence d'une grande métropole avec le déclin caractéristique de nombreux centres de petites villes). Ainsi, par contraste avec les travaux centrés sur les banlieues populaires, l'étude proposée dans cet article a permis d'appréhender des effets contextuels qui ne sont pas réductibles aux caractéristiques sociales de la population. Ce pas de côté vers d'autres disciplines que la sociologie a donné de la substance à l'idée d'effets de quartier. Certes les facteurs considérés sont étroitement entremêlés à des rapports sociaux (Löw, 2015; Cayouette-Remblière, Lion and Rivière, 2019), mais sédimentés dans l'espace, ces rapports acquièrent une force de causalité propre (Fijalkow, 2016).

Avec ces trois pas de côté, cet article ouvre la voie à d'autres travaux dans d'autres contextes pour préciser l'importance et la nature des effets de quartier, y compris pour approfondir le rôle des dimensions géographiques, urbanistiques et architecturales. Ces travaux pourraient exploiter les résultats de l'enquête MQMV à partir des six autres contextes étudiés. Cet article invite également à privilégier des objets dont le lien à l'environnement local, au quartier, est à priori fort. En dehors des relations de voisinage considérées ici, la sociabilité des enfants serait un objet intéressant (Authier et Lehman-Frisch, 2012; Rivière, 2021).

## Références citées

Amossé, T. and Cayouette-Remblière, J., 2022. Une nouvelle nomenclature, la PCS Ménage. *Économie et Statistique*, (532–533), pp.139–157.

Arbaci, S. and Rae, I., 2013. Mixed-Tenure Neighbourhoods in London: Policy Myth or Effective Device to Alleviate Deprivation? *International journal of urban and regional research*, 37(2), pp.451–479. <https://doi.org/10.1111/j.1468-2427.2012.01145.x>.

Authier, J.-Y. ed., 2001. *Du domicile à la ville : Vivre en quartier ancien*. Paris: Anthropos.

Authier, J.-Y., 2007. La question des « effets de quartier » en France. Variations contextuelles et processus de socialisation. In: J.-Y. Authier, M.-H. Bacqué and F. Guérin-Pace, eds. *Le quartier. Enjeux scientifiques, actions politiques et pratiques sociales*. Paris: La Découverte. pp.206–216.

Authier, J.-Y., 2008. Les pratiques sociales de coprésence dans les espaces résidentiels : mixité et proximité. In: M.-C. Jaillet, E. Perrin and F. Ménard, eds. *Diversité sociale, ségrégation urbaine et mixité*. Paris: Éditions du PUCA. pp.103–122.

Authier, J.-Y., 2012. *Espace et socialisation : regards sociologiques sur les dimensions spatiales de la vie sociale*. Saarbrücken: Éditions universitaires européennes.

Authier, J.-Y. and Cayouette-Remblière, J., 2021. *Les formes contemporaines du voisinage. Espaces résidentiels et intégration sociale*. [online] Centre Max Weber - Ined. Available at: <hal-03264558>.

Authier, J.-Y. and Cayouette-Remblière, J. eds., 2024. *Les liens de voisinage. Une porte d'entrée sur la société*. Le lien social. Paris: PUF.

Authier, J.-Y. and Lehman-Frisch, S., 2012. Il était une fois... des enfants dans des quartiers gentrifiés à Paris et à San Francisco. *Actes de la recherche en sciences sociales*, 195(5), pp.58–73. <https://doi.org/10.3917/arss.195.0058>.

Bacqué, M.-H., 2016. Les quartiers populaires comme communautés : risques ou ressources ? In: E. Charmes and M.-H. Bacqué, eds. *Mixité sociale, et après ?* Paris: PUF. pp.15–29.

Bacqué, M.-H. and Fol, S., 1997. *Le devenir des banlieues rouges*. Paris: L'Harmattan.

Bacqué, M.-H. and Fol, S., 2007. Effets de quartier : enjeux scientifiques et politiques de l'importation d'une controverse. In: J.-Y. Authier, M.-H. Bacqué and F. Guérin-Pace, eds. *Le quartier. Enjeux scientifiques, actions politiques et pratiques sociales*. Paris: La Découverte. pp.181–193.

Béal, V., Cary, P., Fol, S. and Rousseau, M., 2019. Introduction. Les villes en décroissance à la croisée des chemins. 21(1–2), pp.5–22. <https://doi.org/10.3166/ges>.

Béal, V., Cauchi-Duval, N. and Rousseau, M., 2021. *Déclin urbain. La France dans une perspective internationale*. Illustrated édition ed. Vulaines-sur-Seine: Croquant.

Bellanger, E., Collet, A., Desage, F. and Gilbert, P., 2018. Rénovation urbaine. L'espace comme remède à la question sociale ? *Métropolitiques*. [online] Available at: <<https://metropolitiques.eu/Renovation-urbaine-L-espace-comme-remede-a-la-question-sociale.html>> [Accessed 8 March 2021].

Bidart, C., 1997. *L'amitié, un lien social*. [online] Paris: La Découverte. Available at: <[https://www.editions-ladecouverte.fr/l\\_amitie\\_un\\_lien\\_social-9782707126887](https://www.editions-ladecouverte.fr/l_amitie_un_lien_social-9782707126887)> [Accessed 19 January 2021].

Bidou, C., 1984. *Les Aventuriers du quotidien: Essai sur les nouvelles classes moyennes*. Paris: Puf.

Bidou-Zachariasen, C., 1997. La prise en compte de « l'effet de territoire » dans l'analyse des quartiers urbains. *Revue française de sociologie*, 38(1), pp.97–117. <https://doi.org/10.2307/3322374>.

Bonnin-Oliveira, S., 2016. Les petites villes dans la périurbanisation: De l'influence métropolitaine à l'ancrage local dans l'aire métropolitaine toulousaine. *Territoire en mouvement*, [online] (32). <https://doi.org/10.4000/tem.3899>.

Bourdieu, P., 1993. Effets de lieu. In: *La misère du monde*, Libre examen. Seuil. pp.249–262.

Bunel, M., Petit, P. and L'Horty, Y., 2015. Discrimination based on place of residence and access to employment. *Urban Studies*, 53. <https://doi.org/10.1177/0042098014563470>.

- Campbell, K.E. and Lee, B.A., 1992. Sources of Personal Neighbor Networks: Social Integration, Need, or Time? *Social Forces*, 70(4), pp.1077–1100. <https://doi.org/10.2307/2580202>.
- Cartier, M., Coutant, I., Masclet, O. and Siblot, Y., 2008. *La France des 'petits moyens' : Enquêtes sur la banlieue pavillonnaire*. Paris: La Découverte.
- Cayouette-Remblière, J., 2020. Les rapports sociaux dans les quartiers de mixité sociale programmée. *Sociologie*, 11(1), pp.1–22.
- Cayouette-Remblière, J., Lion, G. and Rivière, C., 2019. Socialisations par l'espace, socialisations à l'espace. Les dimensions spatiales de la (trans)formation des individus. *Societes contemporaines*, N° 115(3), pp.5–31.
- Cayouette-Remblière, J., Santos, A. and Noûs, C., 2020. Regards sociologiques sur la constitution des bases de sondage. *Geneses*, n° 121(4), pp.121–141.
- Chamboredon, J.-C. and Lemaire, M., 1970. Proximité spatiale et distance sociale. Les grands ensembles et leur peuplement. *Revue française de sociologie*, 11(1), pp.3–33. <https://doi.org/10.2307/3320131>.
- Charmes, E., 2019. *La Revanche des villages: Essai sur la France périurbaine*. Paris: Seuil.
- Charmes, E. and Bacqué, M.-H. eds., 2016. *Mixité sociale, et après ?* Paris: PUF.
- Collectif, 1986. *L'esprit des lieux. Localités et changement social en France*. CNRS ed. Paris.
- Collet, A., 2015. *Rester bourgeois. Les quartiers populaires, nouveaux chantiers de la distinction*. Paris: La Découverte.
- Crepin, L., 2022. *Les conséquences résidentielles des séparations conjugales : articuler les inégalités de classe et de genre dans la France contemporain*. Thèse de doctorat. Université Paris VII Vincennes Saint-Denis.
- Descombes, V., 1996. *Les institutions du sens*. Paris: Editions de Minuit.
- Dietrich-Ragon, P., 2013. Classement, déclassement, reclassement sur le marché résidentiel. *Revue française de sociologie*, Vol. 54(2), pp.369–400.
- Dietrich-Ragon, P., François, C., Lambert, A. and Launay, L., 2021. Le double écart : politique de déségrégation et normes familiales dans les beaux quartiers parisiens. *Lien social et Politiques*, (87), pp.104–124. <https://doi.org/10.7202/1088095ar>.
- Drulhe, M., Clément, S., Mantovani, J. and Membrado, M., 2007. L'expérience du voisinage : propriétés générales et spécificités au cours de la vieillesse. *Cahiers internationaux de sociologie*, (123), pp.325–339. <https://doi.org/10.3917/cis.123.0325>.
- Ellen, I.G. and Turner, M.A., 1997. Does neighborhood matter? Assessing recent evidence. *Housing Policy Debate*, 8(4), pp.833–866. <https://doi.org/10.1080/10511482.1997.9521280>.
- Epstein, R., 2013. *La rénovation urbaine : Démolition-reconstruction de l'Etat*. Paris: Les Presses de Sciences Po.

Fijalkow, Y., 2016. Martina Löw, Sociologie de l'espace. *Lectures*. [online] <https://doi.org/10.4000/lectures.19780>.

Gilbert, P., 2011. « Ghetto », « relégation », « effets de quartier ». Critique d'une représentation des cités. *Métropolitiques*. [online] Available at: <<https://metropolitiques.eu/Ghetto-relegation-effets-de-quartier-Critique-d-une-representation-des-cites.html>> [Accessed 2 February 2021].

Gilbert, P., 2012. L'effet de légitimité résidentielle : un obstacle à l'interprétation des formes de cohabitation dans les cités. *Sociologie*, 3(1), pp.61–74.

Grafmeyer, Y., 2001. Les sociabilités liées au logement. In: *Du domicile à la ville. Vivre en quartier ancien*. Paris: Anthropos.

Grafmeyer, Y., 2010. Approches sociologiques des choix résidentiels. In: J.-Y. Authier, C. Bonvalet and J.-P. Lévy, eds. *Élire domicile. La construction sociale des choix résidentiels*, Presses universitaires de Lyon. Lyon. pp.35–52.

Guéraud, É., 2020. Le mépris comme réassurance sociale Une petite bourgeoisie culturelle confrontée à son déclin. *Sociétés contemporaines*.

Guéraud, É., 2021. Retour à Lergnes. *Geneses*, n° 122(1), pp.107–126.

Guéraud, E., 2023. *Le déclin de la petite bourgeoisie culturelle*. 1er édition ed. Paris: Liber/Raisons d'agir.

Guest, A., Cover, J., Matsueda, R. and Kubrin, C., 2006. Neighborhood Context and Neighboring Ties. *City & Community*, 5, pp.363–385. <https://doi.org/10.1111/j.1540-6040.2006.00189.x>.

Hedman, L. and van Ham, M., 2011. Understanding Neighbourhood Effects: Selection Bias and Residential Mobility. In: *Neighbourhood effects research: New perspectives*. pp.79–99. [https://doi.org/10.1007/978-94-007-2309-2\\_4](https://doi.org/10.1007/978-94-007-2309-2_4).

Henning, C. and Lieberg, M., 1996. Strong ties or weak ties? Neighbourhood networks in a new perspective. *Scandinavian Housing and Planning Research*, 13(1), pp.3–26. <https://doi.org/10.1080/02815739608730394>.

Héran, F., 1987. Comment les Français voisinent. *Economie et statistique*, 195(1), pp.43–59. <https://doi.org/10.3406/estat.1987.5049>.

Héran, F., 1988. La sociabilité, une pratique culturelle. *Économie et Statistique*, 216(1), pp.3–22. <https://doi.org/10.3406/estat.1988.5267>.

Herpin, N. and Dechaux, J.-H., 2004. Entraide familiale, indépendance économique et sociabilité. *Économie et Statistique*, (373), pp.3–32.

Kauppinen, T.M., 2006. Neighborhood effects in a European city: secondary education of young people in Helsinki. *Social Science Research*, 36(1), pp.421–444. <https://doi.org/10.1016/j.ssresearch.2006.04.003>.

Lecoursnais, M. and McAvay, H., 2022. *The Enduring Influence of Residential Disadvantage on Educational Attainment: Towards a Longitudinal Machine Learning Approach*.

- Lees, L., 2008. Gentrification and Social Mixing: Towards an Inclusive Urban Renaissance? *Urban Studies*, 45(12), pp.2449–2470. <https://doi.org/10.1177/0042098008097099>.
- Löw, M., 2015. *Sociologie de l'espace*. Paris: Maison des Sciences de l'Homme.
- Marsat, M., 1999. La modélisation des effets de quartier aux États-Unis: une revue des travaux récents. *Population*, 54(2), pp.303–330. <https://doi.org/10.2307/1534903>.
- Massey, D.S. and Denton, N.A., 1994. *American Apartheid. Segregation and the Making of the Underclass*. Reprint ed. Cambridge, Mass.: Harvard University Press.
- Maurin, E., 2004. *Le Ghetto français. Enquête sur le séparatisme social*. Paris: Le Seuil.
- Musterd, S., 2022. Segregation, neighbourhood effects and social mix policies. In: K. Yuri, B. Eduardo, C. Roberta and M. Elisabetta, eds. *Handbook on Urban Social Policies: International Perspectives on Multilevel Governance and Local Welfare*. Edward Elgar Publishing. pp.204–218.
- Nieuwenhuis, J., Kleinepier, T. and van Ham, M., 2021. The Role of Exposure to Neighborhood and School Poverty in Understanding Educational Attainment. *Journal of Youth and Adolescence*, 50(5), pp.872–892. <https://doi.org/10.1007/s10964-021-01427-x>.
- Paradeise, C., 1980. Sociabilité et culture de classe. *Revue française de sociologie*, 21(4), pp.571–597. <https://doi.org/10.2307/3320834>.
- Paugam, S. ed., 2014. *L'intégration inégale*. Le lien social. Paris: Puf.
- Petrović, A., van Ham, M. and Manley, D., 2022. Where Do Neighborhood Effects End? Moving to Multiscale Spatial Contextual Effects. *Annals of the American Association of Geographers*, 112(2), pp.581–601. <https://doi.org/10.1080/24694452.2021.1923455>.
- Peugny, C., 2010. La montée du déclassement. *Problèmes politiques et sociaux, La Documentation française*, (976).
- Popkin, S.J., Levy, D.K., Harris, L.E., Comey, J., Cunningham, M.K. and Buron, L.F., 2004. The HOPE VI Program: What about the residents? *Housing Policy Debate*, 15(2), pp.385–414. <https://doi.org/10.1080/10511482.2004.9521506>.
- Putnam, R., 2006. E Pluribus Unum: Diversity and Community in the Twenty-first Century. *Scandinavian Political Studies*, 30(2), pp.137–174. <https://doi.org/10.1111/j.1467-9477.2007.00176.x>.
- Rivière, C., 2021. *Leurs enfants dans la ville: Enquête auprès de parents à Paris et à Milan*. Lyon: PUL.
- Robitaille, É., Séguin, A.-M., Lacourse, É., Vitaro, F. and Tremblay, R.E., 2011. Désavantage socioéconomique du quartier et comportements antisociaux des adolescents: Quelle est l'échelle spatiale la plus probante? [Neighborhood socioeconomic disadvantage and adolescent antisocial behavior: What is the most convincing spatial scale?]. *Canadian Journal of Behavioural Science / Revue canadienne des sciences du comportement*, 43(2), pp.78–88. <https://doi.org/10.1037/a0022075>.
- Sampson, R.J., 1988. Local Friendship Ties and Community Attachment in Mass Society: A Multilevel Systemic Model. *American Sociological Review*, 53(5), pp.766–779. <https://doi.org/10.2307/2095822>.
- Sampson, R.J., 2012. *Great American City. Chicago and the Enduring Neighborhood Effect*. Chicago, Londres: Univertisé of Chicago Press.

Sampson, R.J., Morenoff, J.D. and Gannon-Rowley, T., 2002. Assessing ‘Neighborhood Effects’: Social Processes and New Directions in Research. *Annual Review of Sociology*, 28, pp.443–478.

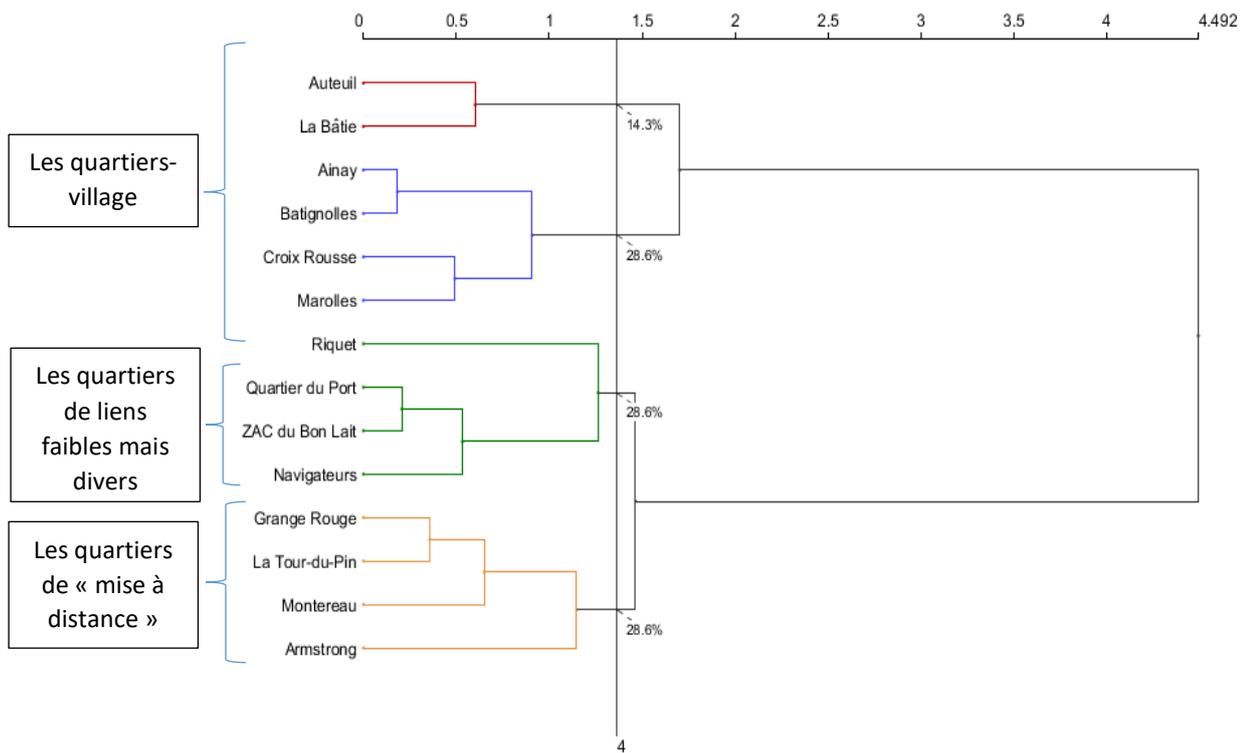
Slater, T., 2021. *Shaking Up the City: Ignorance, Inequality, and the Urban Question*.

de Souza Briggs, X., 1997. Moving up versus moving out: Neighborhood effects in housing mobility programs. *Housing Policy Debate*, 8(1), pp.195–234. <https://doi.org/10.1080/10511482.1997.9521252>.

Vandecasteele, L. and Fasang, A.E., 2021. Neighbourhoods, networks and unemployment: The role of neighbourhood disadvantage and local networks in taking up work. *Urban Studies*, 58(4), pp.696–714. <https://doi.org/10.1177/0042098020925374>.

Vermeersch, S., Launay, L., Charmes, E. and Bacque, M., 2018. *Quitter Paris ? Les classes moyennes entre périphéries et centres*. Ivry-sur-Seine: Créaphis.

**FIGURE 1 – LES QUARTIERS AU PRISME DES FORMES DE LEUR SOCIABILITÉ LOCALE**



Champ : Ensemble des habitants des zones d’enquête (Mon quartier, Mes voisins, 2018, Ined/CMW)

Note technique : Dendrogramme issu d’une classification ascendante hiérarchique réalisée sur les 14 quartiers à partir des 14 indicateurs décrits dans le tableau 2.

**TABEAU 1 – COMPOSITION SOCIODÉMOGRAPHIQUE DE LA POPULATION DES CENTRES DES PETITES VILLES EN MARGE DES AIRES URBAINES**

	La Tour du Pin <sup>a</sup>	Montereau <sup>a</sup>	Population enquête MQMV <sup>a</sup>	France entière <sup>b</sup>
<b>PCS Ménage - % des ménages...</b>				
à dominante cadre	12	2	17	11
à dominante intermédiaire	18	13	22	19
à dominante employée	18	23	18	22
à dominante indépendante	4	5	3	7
à dominante ouvrière	11	7	7	10
d'un employé ou ouvrier	30	41	23	24
d'inactif(s)	6	10	10	7
Total	100	100	100	100
<b>Classes d'âges - % des adultes ayant...</b>				
18-29 ans	10	29	14	17
30-44 ans	33	32	32	24
45-59 ans	28	17	28	26
60-74 ans	18	15	18	22
75 ans et plus	12	7	8	11
<b>Rapports à l'immigration - % des enquêtés...</b>				
Immigrés	13	20	22	11
Enfants d'immigrés	16	21	19	10
Natifs	71	59	59	79

Sources : (a) Mon quartier, Mes voisins, 2018, Ined/CMW ; (b) Enquête Emploi, 2019, Insee

Lecture : 12 % des ménages de La Tour-du-Pin sont à dominante cadre.

Note : La nomenclature PCS Ménage (Amossé and Cayouette-Remblière, 2022) articule les groupes socioprofessionnels de deux adultes potentiels. Les ménages à dominante cadre rassemblent les ménages composés de deux cadres ou d'un cadre et d'une profession intermédiaire. Les ménages à dominante intermédiaire rassemblent les autres ménages composés d'au moins un cadre (avec un employé, un ouvrier, un petit indépendant, un inactif ou sans conjoint) ainsi que les professions intermédiaires homogames. Les ménages à dominante employée rassemblent les employés en couple avec une profession intermédiaire ou un employé, ainsi que les professions intermédiaires vivant seuls, avec un inactif ou un ouvrier. Les ménages à dominante indépendante rassemblent les petits indépendants homogames, hypogames ou vivant seuls. Les ménages à dominante ouvrière regroupent les ouvriers avec un employé ainsi que les ouvriers homogames. Les ménages d'un employé ou ouvrier ne désignent que des ménages mono-actifs : ouvriers ou employés avec inactif ou sans conjoint.

**TABLEAU 2 - TROIS MANIÈRES DE VOISINER**

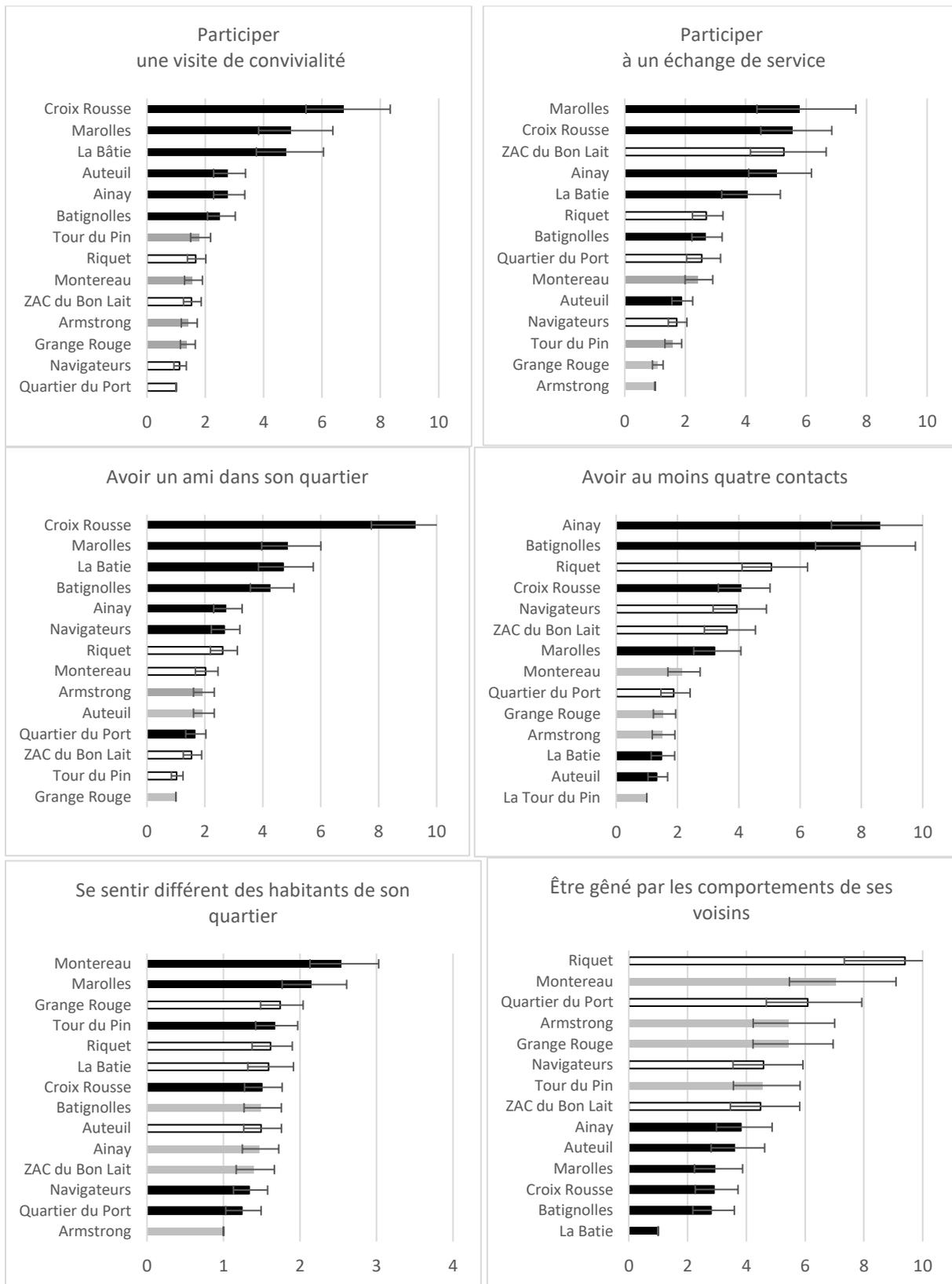
	<b>Les quartiers-villages</b>	<b>Les quartiers de liens faibles mais pluriels</b>	<b>Les quartiers de liens rares et de mise à distance</b>
Quartiers concernés	<i>Ainay, Auteuil, Batignolles, Croix Rousse, Marolles, La Bâtie</i>	<i>Quartier du Port, ZAC du Bon Lait, Navigateurs et Riquet</i>	<i>Montereau, La Tour-du-Pin, Armstrong et Grange Rouge</i>
<b>Indicateurs d'investissement dans les sociabilités</b>			
A participé à au moins une visite de convivialité dans la dernière année	79%	61%	61%
A participé à au moins un échange de service dans la dernière année	83%	79%	64%
Est à l'écart de toutes sociabilités	3%	3%	12%
Peut compter sur un habitant du quartier en cas de problèmes financiers	26%	18%	20%
Est déjà entré en conflit avec un voisin	26%	26%	23%
<b>Indicateurs de diversité des relations</b>			
N'a qu'une ou deux relations*	36%	42%	47%
Déclare quatre relations (le maximum)*	37%	29%	15%
Nombre d'amis cités*	1,31	1,05	0,78
A au moins un ami dans son quartier	48%	34%	24%
A de la famille dans son quartier	21%	11%	12%
<b>Indicateurs de mise à distance du voisinage</b>			
Se sent jugé	25%	21%	22%
Se sent différent des autres habitants du quartier	50%	50%	53%
Évite au moins un voisin	17%	23%	22%
Est gêné par des comportements de voisins	26%	41%	36%

Champ : Ensemble des habitants des zones d'enquête (Mon quartier, Mes voisins, 2018, Ined/CMW)

\*Ont été exclus les enquêtés qui ont refusé de citer des personnes (10 %) ou qui ont déclaré ne pas savoir (1 %).

Lecture : 79 % des habitants des « quartiers-villages » ont participé à au moins une visite de convivialité dans leur quartier au cours de la dernière année.

Figure 2 – Effets nets des contextes socio-résidentiels sur 6 indicateurs de relations de voisinage



Champ : Ensemble des habitants des zones d'enquête (Mon quartier, Mes voisins, 2018, Ined/CMW)

Lecture : Les habitants de la Croix Rousse ont 6,7 fois plus de chances d'avoir rendu des visites de convivialité à leurs voisins dans la dernière année que ceux du Quartier du Port (situation de référence) à sexe, classes d'âges, PCS, rapports à l'immigration et configurations familiales contrôlés. L'intervalle de confiance [5,4 ; 8,3] permet

de considérer que l'écart est significatif avec tous les contextes, sauf Marolles et La Bâtie (avec lesquelles les intervalles de confiance se recourent).

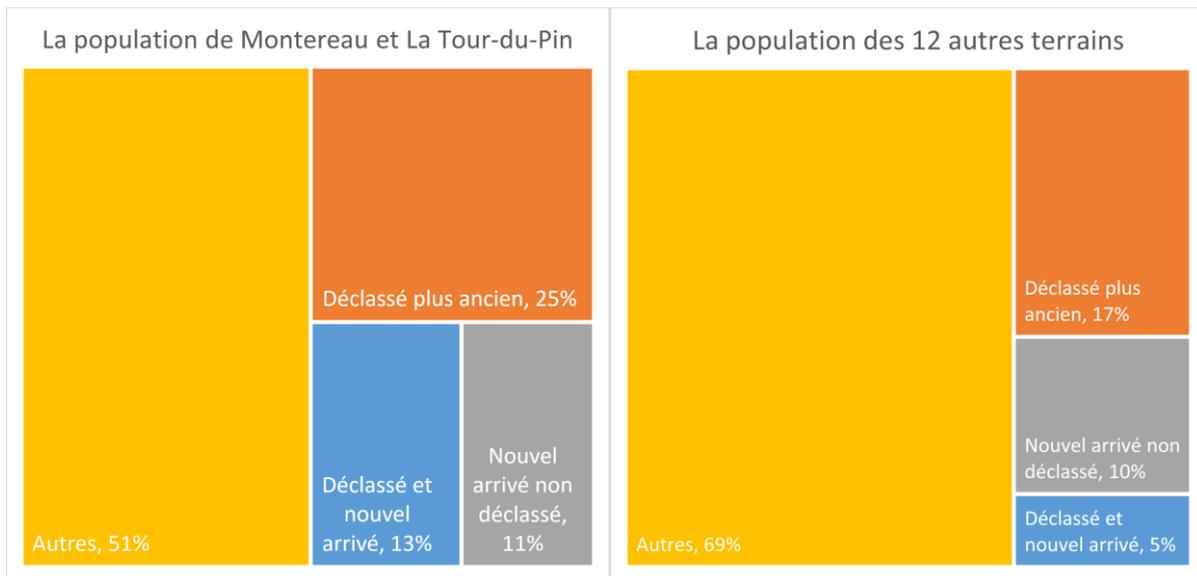
**TABEAU 3 – LES INDICATEURS DE DÉCLASSEMENT RÉSIDENTIEL**

	Ensemble de la zone d'enquête		Ménages en appartement		Ensemble des 14 quartiers
	Montereau	La Tour-du-Pin	Montereau	La Tour-du-Pin	
<b>Indicateurs de déclassement résidentiel</b>					
Trajectoire maison → appartement	30%	25%	33%	41%	12%
Dégradation des conditions de logement	26%	21%	27%	29%	15%
Trajectoire propriétaire → locataire	7%	5%	7%	7%	3%
<b>Nombre d'indicateurs de déclassement résidentiel</b>					
% d'individus concernés par 1 indicateur	30	20	31	28	17
% d'individus concernés par 2 indicateurs	13	10	14	17	6
% d'individus concernés par 3 indicateurs	3	3	3	6	1
<b>% d'individus concernés par le déclassement résidentiel</b>					
% d'individus concernés par au moins un indicateur de déclassement résidentiel	45	34	47	50	24

Champ : Ensemble des habitants de Montereau et La Tour-du-Pin ; ensemble des habitants des zones d'enquête (Mon quartier, Mes voisins, 2018, Ined/CMW)

Lecture : 30 % des habitants du centre de Montereau vivent actuellement en appartement, alors qu'ils avaient pour logement précédent une maison.

**FIGURE 3 – LA SURREPRÉSENTATION DES DÉCLASSÉS ET NOUVEAUX ARRIVÉS À MONTEREAU ET LA TOUR-DU-PIN**



Champ : Ensemble des habitants des zones d'enquête (Mon quartier, Mes voisins, 2018, Ined/CMW)

Lecture : 25 % des habitants des centres de Montereau et La Tour-du-Pin sont concernés par au moins un indicateur de déclassement et vivent dans le quartier depuis deux ans ou plus.

**TABEAU 4 – CE QUE LES TRAJECTOIRES RÉSIDENTIELLES FONT AUX RELATIONS LOCALES**

	Effets de la mobilité sur les relations locales		Effets du déclassement résidentiel sur les relations locales	
	Les nouveaux arrivés	Les autres	Les déclassés	Les autres
<b>Indicateurs d'investissement dans les sociabilités</b>				
A participé à au moins une visite de convivialité dans la dernière année	54%	72%	64%	71%
A participé à au moins un échange de service dans la dernière année	63%	79%	71%	78%
Est à l'écart de toutes sociabilités	12%	4%	8%	5%
Peut compter sur un habitant du quartier en cas de problèmes financiers	14%	24%	21%	23%
Est déjà entré en conflit avec un voisin	14%	27%	26%	25%
<b>Indicateurs de diversité des relations</b>				
N'a qu'une ou deux relations*	50%	37%	46%	39%
Déclare quatre relations (le maximum)*	11%	31%	20%	31%
Nombre d'amis cités*	0,65	1,17	0,93	1,13
A au moins un ami dans son quartier	23%	40%	30%	40%
A de la famille dans son quartier	7%	18%	14%	17%
<b>Indicateurs de mise à distance du voisinage</b>				
Se sent jugé	18%	24%	25%	22%
Se sent différent des autres habitants du quartier	55%	50%	52%	50%
Évite au moins un voisin	13%	21%	23%	19%
Est gêné par des comportements de voisins	17%	36%	35%	32%

Champ : Ensemble des habitants des zones d'enquête (Mon quartier, Mes voisins, 2018, Ined/CMW)

\*Ont été exclus les enquêtés qui ont refusé de citer des personnes (10 %) ou qui ont déclaré ne pas savoir (1 %).

Lecture : 54 % des habitants des zones d'enquête ayant emménagé depuis moins de 18 mois ont participé à au moins une visite de convivialité dans leur quartier au cours de la dernière année.

**TABLEAU 5 – LES RELATIONS DE VOISINAGE DES NOUVEAUX ARRIVÉS ET DES DÉCLASSÉS, DANS LES CENTRES DES PETITES VILLES EN MARGE DES AIRES URBAINES ET AILLEURS**

	Différences contextuelles au sein des nouveaux arrivés		Différences contextuelles au sein des déclassés	
	Les nouveaux arrivés de Montereau et La Tour-du-Pin	Les nouveaux arrivés ailleurs	Les déclassés de Montereau et La Tour-du-Pin	Les déclassés ailleurs
<b>Indicateurs d'investissement dans les sociabilités</b>				
A participé à au moins une visite de convivialité dans la dernière année	49%	55%	56%	66%
A participé à au moins un échange de service dans la dernière année	49%	66%	65%	74%
Est à l'écart de toutes sociabilités	17%	11%	8%	8%
Peut compter sur un habitant du quartier en cas de problèmes financiers	9%	15%	14%	23%
Est déjà entré en conflit avec un voisin	14%	14%	27%	25%
<b>Indicateurs de diversité des relations</b>				
N'a qu'une ou deux relations*	47%	51%	56%	43%
Déclare quatre relations (le maximum)*	5%	13%	6%	24%
Nombre d'amis cités*	0,51	0,68	0,60	1,02
A au moins un ami dans son quartier	8%	27%	26%	31%
A de la famille dans son quartier	4%	7%	7%	16%
<b>Indicateurs de mise à distance du voisinage</b>				
Se sent jugé	16%	19%	23%	25%
Se sent différent des autres habitants du quartier	51%	56%	55%	52%
Évite au moins un voisin	9%	14%	25%	22%
Est gêné par des comportements de voisins	22%	16%	39%	33%

Champ : Ensemble des nouveaux arrivés et des déclassés (Mon quartier, Mes voisins, 2018, Ined/CMW)

\*Ont été exclus les enquêtés qui ont refusé de citer des personnes (10 %) ou qui ont déclaré ne pas savoir (1 %).

Lecture : 49 % des habitants du centre de Montereau ayant emménagé depuis moins de 18 mois ont participé à au moins une visite de convivialité dans leur quartier au cours de la dernière année.

**TABLEAU 6 – LES RELATIONS DE VOISINAGE DES HABITANTS INSTALLÉS DEPUIS 10 ANS OU PLUS, DANS LES CENTRES DES PETITES VILLES EN MARGE DES AIRES URBAINES ET AILLEURS**

	Les anciens de Montereau et La Tour- du-Pin	Les anciens ailleurs
Indicateurs d'investissement dans les sociabilités		
A participé à au moins une visite de convivialité dans la dernière année	78%	75%
A participé à au moins un échange de service dans la dernière année	79%	80%
Est à l'écart de toutes sociabilités	5%	3%
Peut compter sur un habitant du quartier en cas de problèmes financiers	26%	28%
Est déjà entré en conflit avec un voisin	34%	31%
Indicateurs de diversité des relations		
N'a qu'une ou deux relations*	57%	32%
Déclare quatre relations (le maximum)*	14%	40%
Nombre d'amis cités*	0,84	1,41
A au moins un ami dans son quartier	32%	47%
A de la famille dans son quartier	18%	25%
Indicateurs de mise à distance du voisinage		
Se sent jugé	24%	25%
Se sent différent des autres habitants du quartier	60%	50%
Évite au moins un voisin	28%	23%
Est gêné par des comportements de voisins	45%	37%

Champ : Ensemble des habitants installés depuis 10 ans ou plus dans leur quartier (Mon quartier, Mes voisins, 2018, Ined/CMW)

\*Ont été exclus les enquêtés qui ont refusé de citer des personnes (10 %) ou qui ont déclaré ne pas savoir (1 %).

Lecture : 78 % des habitants installés depuis 10 ans ou plus dans les centres de Montereau et La Tour-du-Pin ont participé à au moins une visite de convivialité dans leur quartier au cours de la dernière année.

## Annexe

**TABLEAU A1 – LES CENTRES DE PETITES VILLES AU SEIN DES QUARTIERS DE LIENS RARES ET DE MISE À DISTANCE**

	<b>Armstrong</b>	<b>Grange Rouge</b>	<b>Montereau</b>	<b>La Tour-du-Pin</b>
<b>Indicateurs d'investissement dans les sociabilités</b>				
A participé à au moins une visite de convivialité dans la dernière année	62%	58%	57%	65%
A participé à au moins un échange de service dans la dernière année	60%	59%	72%	68%
Est à l'écart de toutes sociabilités	18%	12%	8%	9%
Peut compter sur un habitant du quartier en cas de problèmes financiers	25%	20%	21%	16%
Est déjà entré en conflit avec un voisin	22%	21%	27%	22%
<b>Indicateurs de diversité des relations</b>				
N'a qu'une ou deux relations*	46%	42%	48%	54%
Déclare quatre relations (le maximum)*	16%	14%	17%	13%
Nombre d'amis cités*	0,95	0,80	0,73	0,65
A au moins un ami dans son quartier	32%	18%	30%	20%
A de la famille dans son quartier	22%	8%	10%	8%
<b>Indicateurs de mise à distance du voisinage</b>				
Se sent jugé	25%	21%	22%	19%
Se sent différent des autres habitants du quartier	50%	50%	53%	41%
Évite au moins un voisin	17%	23%	22%	25%
Est gêné par des comportements de voisins	26%	41%	36%	38%

Champ : Ensemble des habitants des zones d'enquête (Mon quartier, Mes voisins, 2018, Ined/CMW)

\*Ont été exclus les enquêtés qui ont refusé de citer des personnes (10 %) ou qui ont déclaré ne pas savoir (1 %).

Lecture : 62 % des habitants de Armstrong ont participé à au moins une visite de convivialité dans leur quartier au cours de la dernière année.